



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Alerte-rouge-a-la-centrale>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°23 > **Alerte rouge à la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly**

1er décembre 2003

Alerte rouge à la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly

Paru dans L'Humanité du 19 août 2003

Des agents d'EDF font valoir leur " droit de retrait " et exigent l'application des règles de sûreté.

"Sécurité-sûreté : alerte rouge à Dampierre !" C'est le titre d'un tract rédigé par les communistes de Dampierre-en-Burly (Loiret) et distribué aux salariés de la centrale nucléaire située sur la Loire. Ce texte a fait rompre le silence radio qu'observait jusque-là Jean-Philippe Bainier, le directeur du site, à propos d'une affaire troublante. Dans un message adressé à tous les agents de la centrale, tout en se gardant bien de répondre sur le fond, Jean-Philippe Bainier accuse les communistes d'irresponsabilité et parle d'"écrits d'un autre âge et totalement décalés avec nos valeurs". Il reste que les militants communistes de la centrale n'ont fait que rendre publics des faits qui ont donné lieu à maintes démarches syndicales, notamment de la part du syndicat CGT de Dampierre (majoritaire) qui, il y a déjà deux mois, s'exclamait : "AZF : alerte zone franchise. Stop. Nous exigeons la transparence pour tous !"

De quoi s'agit-il ? Le 4 juin dernier, onze agents EDF de la centrale « chargés de contrôle et de surveillance » adressaient un courrier à leur chef de service dans lequel ils lui signifiaient leur "refus de continuer à exercer "leurs" missions de chargés de surveillance et contrôle dans les conditions édictées dans le document joint en annexe". "Nous estimons faire valoir notre droit de retrait. En effet, il nous est demandé de ne pas respecter les règles élémentaires de sûreté (...). Nous ne participerons pas à de tels actes qui vont à l'encontre de nos valeurs de service public et à l'encontre des formations spécifiques que nous avons reçues", expliquent-ils. Signé de quatre hauts responsables de la centrale, le "document joint en annexe" est une note dont l'objet "stratégie d'analyse des dossiers à appliquer sur la levée de la génératrice inférieure" demande entre autres la "levée des mères par EXP, sans attendre l'analyse premier niveau et en parallèle". En clair, l'analyse premier niveau est le contrôle réalisé par un agent EDF formé et habilité sur des matériels qui ne peuvent être utilisés qu'après avoir été l'objet de ce contrôle..

Dans le cas qui a provoqué le refus des onze agents EDF de poursuivre leur mission, il s'agit des travaux de robinetterie effectués sur la tranche 3 de la centrale en arrêt depuis le mois de mai. Ces travaux sont assurés par la société ENDEL (récemment rachetée par Bouygues) qui, à l'instar de

nombreux autres groupes industriels privés comme Alstom, ONET, Polinorsud, est appelée à intervenir régulièrement sur les centrales nucléaires. Pour les opérations sur Dampierre, ENDEL aurait dû mobiliser 80 personnes qualifiées. Or, depuis l'arrêt de la tranche, seulement 40 salariés embauchés dans le cadre de contrats à durée déterminée effectuent les travaux de robinetterie "dans des conditions où la rentabilité financière pour EDF et les entreprises sous-traitantes font que l'électricien public délivre de plus en plus de dérogations et les employeurs sous-traitants contraignent leurs salariés à passer outre les règles élémentaires de sécurité", explique Pascal Farras, un agent EDF élu CGT au CHSCT. "Il n'est pas rare, en effet, de voir des salariés d'ENDEL être employés la même semaine sur deux centrales à la fois, où des agents EDF, accrédités pour donner le feu vert afin de passer à une nouvelle opération, découvrent en arrivant que des opérations ont été effectuées sans leur autorisation, simplement pour aller plus vite et donc réduire au maximum les coûts", précise de son côté Alain Denis, l'un des secrétaires du syndicat CGT de la centrale. Ces syndicalistes s'inquiètent d'une gestion d'EDF qui, se préparant activement à la privatisation, "bafoue le savoir-faire et prône la réduction des coûts ». Il y a quelques semaines, lors d'une rencontre avec les autorités de sûreté, les représentants du syndicat CGT de Dampierre avaient fait valoir qu'"entre les coûts induits, les investissements nécessaires pour maintenir les compétences dans les entreprises et les maintenir en activité, la dégradation des prestations du fait du dumping social et de la baisse des marchés, le risque de voir la maintenance passer sous contrôle de tel ou tel holding, le coût pour EDF au final est bien plus lourd qu'on le laisse entendre". C'est pourquoi le syndicat réclame qu'un "réel débat soit ouvert sur le site et sur ses modes de fonctionnement et d'organisation" ainsi que "l'arrêt total du dumping social parmi les entreprises prestataires".

Des scientifiques se penchent sur le risque d'attaque nucléaire

Réunis à Stockholm, des experts internationaux se sont penchés sur un des pires scénarios catastrophes : que faire si des terroristes parviennent à fabriquer une bombe à fission nucléaire et en font usage ?

Un diplomate spécialisé dans le domaine nucléaire et proche de la Commission internationale de protection radiologique (ICRP) a confié à un groupe de journalistes que cette question était l'un des problèmes abordés par la Commission lors de cette réunion. Prié de préciser ce que serait à son avis le scénario du pire dans le domaine nucléaire, il a répondu : « Une bombe atomique, même très mal faite ». Après les attentats du 11 septembre 2001, l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) a exhorté tous les pays à renforcer encore les mesures de protection autour des sources radioactives pour empêcher que des terroristes ne s'en saisissent pour fabriquer des « bombes sales » (ou radiologiques), utilisant un explosif conventionnel pour disperser des particules radioactives. Mais l'AIEA a également toujours cherché à relativiser cette menace. D'une part parce qu'il est difficile de se procurer de l'uranium ou du plutonium et d'autre part parce que la fabrication de cet engin requiert des compétences techniques et scientifiques rares.

QUELQUES KILOGRAMMES SUFFISENT

Mais le diplomate interrogé ne partage pas cet optimisme. « Pensez-vous vraiment que cela puisse être difficile ? » a-t-il demandé quand un journaliste a déclaré qu'il était presque impossible de trouver de la matière nucléaire. « S'il faut 25 à 35 kilogrammes d'uranium hautement enrichi pour fabriquer une bombe conventionnelle, il est possible d'en faire une moins efficace avec seulement quelques kilogrammes ». « L'efficacité de l'explosion ne serait pas terrible, mais elle n'en produirait pas moins une réaction en chaîne », a-t-il expliqué, précisant qu'elle ne provoquerait sans doute pas le fameux champignon atomique.

Sans donner de précisions, il a déclaré qu'un engin rudimentaire à fission nucléaire provoquerait des dégâts importants, par opposition à une « bombe sale » dont le but est davantage d'entraîner des réactions de panique. En décembre 1994, la police tchèque avait découvert à l'arrière d'une voiture à Prague 2,72 kg d'uranium fortement enrichi, ce qui reste la plus grosse prise mondiale de matière nucléaire. Elle avait été enrichie à 87,7% par de l'uranium-235, l'uranium fissile. Cette cargaison aurait été idéale pour fabriquer une bombe atomique.

Le diplomate a expliqué que le métro londonien serait l'endroit idéal pour perpétrer un attentat à la bombe sale et que le matériau utilisé serait probablement la poudre césium-137, hautement

radioactive. Ayant une consistance proche du talc, elle est utilisée par tous les hôpitaux. « Le métro est une arme de dispersion extraordinaire », a-t-il déclaré, en précisant qu'il n'y aurait qu'à libérer la poudre à l'arrivée d'une rame. « Le train jouerait le rôle d'un piston. Le césium se répandrait dans tout le métro. Rien ne se produirait d'un point de vue sanitaire, mais les gens seraient affolés. » Reste que le césium peut avoir de graves conséquences. Une boîte rempli de cette poudre avait été retrouvée chez un ferrailleur de Goiania, au Brésil, en 1987, et avait provoqué alors la pire contamination depuis Tchernobyl. Quelque 249 personnes avaient été exposées, dix avaient été grièvement blessées et quatre autres avaient trouvé la mort. « Il n'y a jamais eu d'attentat à la bombe sale », a reconnu le diplomate, qui a toutefois estimé que ce n'était qu'une question de temps avant qu'une telle attaque ne se produise.

Reuters, 12 octobre 2003

Des grévistes débranchent une centrale nucléaire

Le Point, 27 juin 2003

EDF ne tient pas à ébruiter l'affaire, mais l'incident fait jaser le petit milieu du nucléaire. Le 12 juin 2003, un acte de malveillance a entraîné l'arrêt d'urgence du réacteur de la centrale nucléaire du Bugey (Ain). Une panne certes sans conséquence, mais désastreuse pour l'image des installations d'EDF, réputées sûres. Déjà irrité par les coupures sauvages décidées par son personnel lors des grèves, l'électricien a décidé de porter plainte.

Les faits se sont déroulés dans la matinée. Un groupe d'une centaine de grévistes a envahi la salle de commandes de la centrale, où travaillaient une quinzaine d'employés. Un bouton-poussoir a alors été actionné, bloquant une vanne de sortie du circuit secondaire. L'auteur de l'acte n'a pas été retrouvé. "Dans ces cas-là, ils peuvent être une vingtaine à tenir un manche à balai avec lequel ils appuient sur le bouton, confie un syndicaliste. Du coup, personne n'est identifiable." Ces derniers jours, les gendarmes tentaient cependant de relever des empreintes.

Une certitude : EDF a du mal à maintenir le calme dans ses centrales lors des grands conflits. Déjà en décembre 1995, un " petit malin " avait déversé du sel de cuisine dans un réservoir du réacteur de la centrale du Blayais, en Gironde. Le réacteur avait dû être stoppé. A l'époque, les pouvoirs publics avaient demandé à la compagnie de proposer un plan afin de prévenir tout acte interne de sabotage. Une instruction manifestement restée lettre morte

"Nous allons mener une inspection dans les prochains jours à Bugey, car l'ambiance sociale nous inquiète", prévient-on à la Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR). "Une centrale n'est pas un jouet avec lequel on s'amuse, fulmine un spécialiste de la sûreté. Imaginez un cockpit d'avion investi par les passagers, il faudrait du sang-froid pour maintenir l'appareil en l'air !"

Marc Nexon

Pierre Agudo